



Stéphane Foucart



La **FABRIQUE**

du **MENSONGE**



Comment les industriels manipulent  
la science et nous mettent en danger



Extrait de la publication



# La Fabrique du mensonge

DU MÊME AUTEUR

*Le Populisme climatique – Claude Allègre et Cie,  
enquête sur les ennemis de la science, Denoël, 2010.*

Stéphane Foucart

# La Fabrique du mensonge

Comment les industriels  
manipulent la science  
et nous mettent en danger



© *Éditions Denoël*, 2013

Extrait de la publication

*Pour Aurélien et Mathias*





«Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître; en pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement construits; retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux; employer la logique contre la logique; répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle.»

George Orwell, *1984*.



## INTRODUCTION

### Science, ignorance et mésusage du monde

En 1976, dans son livre *La Chute finale*, Emmanuel Todd avait, presque seul, pressenti la chute de l'Union soviétique. C'est un épisode bien connu de la vie intellectuelle française. Le démographe avait simplement analysé des étrangetés dans les statistiques officielles de Moscou, et en avait déduit les évolutions probablement défavorables d'indicateurs comme les taux de mortalité infantile, de mortalité en couches, de suicide, de prévalence de l'alcoolisme, etc., dans les pays du bloc soviétique. Les signes étaient ténus mais, pensait-il, bel et bien présents. Son postulat était simple : une société technicienne dont la technique n'est plus mise au service du bien-être et de la sécurité de vie de ses citoyens ne peut perdurer, en tant que telle, face à un système concurrent. Parce qu'elle ne permettait plus d'améliorer les conditions de vie des hommes et des femmes qui vivaient sous son joug et que son adversaire, la démocratie de marché occidentale, y parvenait, l'Union soviétique devait se dégrader puis s'effondrer sur elle-même, par elle-même. Sans guerre, sans affrontement direct et brutal. Ce qui, comme chacun sait, se produisit à la fin des années 1980.

Il y a plusieurs leçons très profondes à retenir de cette

remarquable prédiction. La première est que les statistiques capables de décrire – même partiellement – la vie des individus sont un bien meilleur indicateur de l'état de santé global d'une société que les indicateurs macroéconomiques comme le produit intérieur brut (PIB) ou le taux de croissance économique. La seconde est que les faits les plus importants – ceux dont les historiens découvrent, après coup, qu'ils ont fait l'histoire – passent le plus souvent inaperçus lorsqu'ils se produisent. Qui, dans les années 1970, se souciait de l'évolution de la mortalité infantile et de la prévalence de l'alcoolisme dans les pays du bloc soviétique? Presque personne. Les mécanismes par lesquels se défont les sociétés ne sont jamais, sur le moment, détectés et identifiés comme tels. Ils n'alimentent pas la chronique. Les commentateurs les méprisent; les politiques les ignorent.

De tels faits nous concernent désormais directement. L'un des plus troublants a été rendu public en France en avril 2012 par l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) : il s'agit de l'espérance de vie en bonne santé. Les chiffres rassemblés au niveau européen montrent que dans bon nombre des pays de l'Union européenne cet indice recule. Les femmes ont vécu moins longtemps en bonne santé en 2010 qu'en 2009 en Autriche, en Estonie, en Slovaquie, en Pologne, en Finlande. De 2008 à 2009, le même indice a reculé en Belgique, en République tchèque, au Danemark, en Finlande, en France, à Malte, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni. En moyenne, les Européennes vivaient 62,2 ans en bonne santé en 2008, contre 62 ans en 2009 (l'ensemble des données pour l'année 2010 n'est pas disponible à l'heure où ces lignes sont écrites). Cela, dans les pays comptant au nombre des plus riches de la planète. Pour les hommes, les résultats sont quelque peu différents – un gain moyen est toujours observé au niveau du continent, même si un Français vivait en moyenne plus longtemps sans incapacité en 2008 et 2009 (62,7 ans) qu'en

2010 (61,9 ans). C'est la première fois dans l'histoire récente qu'une telle inflexion est observée.

Faut-il prêter attention à ce « signal faible » ? La presse n'a pas fait grand cas de l'information. Il est vrai que la perte d'espérance de vie en bonne santé mise en évidence est presque insignifiante, de l'ordre de quelques mois au plus. Pas d'effondrement brutal. De plus, les auteurs de l'étude n'ont eux-mêmes pas d'explications satisfaisantes et univoques à apporter au phénomène. Interrogé sur le sujet, Jean-Marie Robine, épidémiologiste à l'Inserm, confessait : « On manque encore d'explications scientifiques, mais on émet des hypothèses que l'on essaye de vérifier<sup>1</sup>. » On peut donc choisir de penser qu'il s'agit d'un soubresaut des courbes. Qu'elles repartiront bientôt à la hausse et que tout ira bien. Après tout, l'espérance de vie *stricto sensu* – le temps de vie que nous pouvons espérer nous voir impartir – ne continue-t-elle pas d'augmenter ?

Il nous faut donc nous attarder quelque peu sur cet indicateur, régulièrement mis en avant par les promoteurs du *business as usual* – ceux qui répètent que tout va, et ira, bien. Il est vrai que la puissance rhétorique de l'argument est considérable. Puisque l'espérance de vie continue d'augmenter à peu près linéairement, c'est bien que les mises en garde sont futiles et qu'elles relèvent plus de l'alarmisme de sinistres « marchands de peur » que d'une analyse rationnelle de notre situation. Selon les statistiques de la Banque mondiale, l'espérance de vie moyenne dans le monde était de 52,6 ans en 1960 et a passé le cap des 70 ans en 2012. Presque dix-huit ans de vie gagnés en un demi-siècle ! En France, elle est passée de 69,9 ans en 1960 à 81,4 ans en 2010 avec une régularité remarquable. À seulement deux exceptions près : elle a stagné de 2002 à 2003, à 79,2 ans, et a très légèrement reculé de 2004 à 2005, passant de 80,16 ans à 80,11 ans. À l'heure où ces lignes sont écrites, 2012 s'annonce elle aussi avec une légère baisse de l'espérance de vie en France.

Ainsi, si l'on s'en tient au principe simple que l'homme est la mesure de toute chose, alors le seul fait que le temps imparti à chacun d'entre nous ne cesse d'augmenter vaut largement tout le reste. Il vaut bien l'érosion de la biodiversité, l'épuisement des ressources, le changement climatique, l'exposition des écosystèmes à des quantités toujours plus grandes de substances et de perturbateurs chimiques, etc. Et il nous faut remiser dans le placard des millénarismes et des superstitions les cris d'orfraie qui nous jurent que « l'humanité va dans le mur ».

Mais il y a dans cet argument et cette présentation des choses un biais fondamental. Et il est important, avant d'entrer dans le vif de cet ouvrage, d'en débusquer les pièges. L'espérance de vie est mesurée à partir de la durée de la vie des hommes et des femmes qui meurent aujourd'hui. Pour l'essentiel, ceux-ci sont encore nés avant la Seconde Guerre mondiale ou juste après, dans un monde très différent de celui d'aujourd'hui. Un monde plus dangereux et plus violent sans doute, un monde où l'on mourait de maladies devenues bénignes mais aussi un monde où la chimie de synthèse n'était pas omniprésente comme elle l'est aujourd'hui, un monde où l'agriculture était largement exempte des intrants de synthèse (insecticides, fongicides, herbicides, etc.), où le climat de la planète était globalement stable, où l'alimentation n'était pas encore passée sous la coupe des géants de l'agroalimentaire, etc. Le terme même d'« espérance de vie », dans son acception populaire, est donc intrinsèquement trompeur : il postule, sans le dire, que les conditions de mortalité seront identiques, dans l'avenir, à ce qu'elles ont été jusqu'à présent. Or nous *savons* que c'est faux.

Combien de temps vivront les enfants qui naissent et grandissent dans le monde actuel ? Un fait unique et simple permet de s'en faire une vague idée. Depuis de nombreuses années, les endocrinologues *savent* que notre santé, la manière que nous aurons de vieillir, est en partie déterminée par les conditions dans lesquelles nous nous développons *in utero* et aux

plus jeunes âges de la vie. Or, singulièrement depuis le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, les femmes enceintes et les jeunes enfants sont exposés à une quantité toujours plus grande de substances de synthèse qui, même et surtout à faibles doses, interfèrent avec le système hormonal et augmentent la probabilité que surviennent, plus tard dans la vie, certaines maladies – entre autres : diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers hormono-dépendants (sein, prostate, testicule, thyroïde, etc.). De cela, il sera largement question plus loin. De même, l'obésité infantile, déjà très avancée en Amérique du Nord et émergente ailleurs, aura elle aussi des effets sur l'espérance de vie à moyen terme.

Il faut donc se rendre à cette évidence : sauf miracles médicaux et prospérité très inattendus, nous vivrons vraisemblablement moins vieux que nos aînés. Il est bien entendu impossible de prévoir le moment à partir duquel nous aurons atteint le sommet de la courbe de l'espérance de vie. Peut-être au cours des deux ou trois prochaines décennies. Peut-être un peu avant, ou un peu plus tard. Des dizaines, des centaines de paramètres entrent en ligne de compte. Mais en attendant, le faible recul de l'espérance de vie en bonne santé peut être interprété comme un prélude au plateau, puis à la chute, que devrait bientôt connaître notre temps de vie *stricto sensu*.

Ces considérations sur l'évolution prévisible de notre temps de vie nous amènent à porter un regard plus circonspect sur l'alliance de la science et de la technique, ce couple cimenté par l'économie de marché, et qui règne sur notre monde. Elles doivent nous amener à nous demander si nous ne sommes pas parvenus à un moment charnière, où les inconvénients du système technique commencent à prendre le pas sur les bénéfices énormes qu'il nous a apportés depuis la révolution industrielle. L'évolution défavorable de l'espérance de vie en bonne santé, dont il est question plus haut, en est un indice. Mais il y en a d'autres, dont la concomitance, si elle n'a pas valeur de preuve, n'en est pas moins troublante. La fin des années 2000 est aussi le moment où le nombre

de morts dues aux maladies non transmissibles – essentiellement cancers, diabète de type 2, maladies cardio-vasculaires, maladies respiratoires chroniques – excède celui des morts provoquées par les maladies infectieuses. Bien sûr, une part – difficile à évaluer – de cette situation peut être attribuée au vieillissement de la population. Mais pas seulement. En 2010, selon les chiffres des Nations unies, les maladies non transmissibles ont été responsables de trente-six millions de décès, soit 63 % des décès au niveau mondial. Si les tendances actuelles se prolongent – il y a peu de raisons d’en douter –, les Nations unies prévoient que le bilan de ces maladies nouvelles s'alourdira de 17 % au cours de la prochaine décennie. Et qu'elles tueront en 2020 quatre fois plus que les maladies infectieuses dans les pays du Sud, où l'espérance de vie est encore largement inférieure à celle des pays du Nord.

Les «maladies de civilisation», c'est-à-dire favorisées ou provoquées par la technique, pèsent donc désormais plus lourd – et leur poids grandira inexorablement dans les années et décennies à venir – que les «maladies naturelles». S'il faut le noter, ce n'est pas pour suggérer qu'il est préférable de mourir du paludisme ou du sida plutôt que d'un cancer ou d'un infarctus. Mais bien plutôt pour prendre pleinement conscience que le système technique, son emprise actuelle et ses développements prévisibles nous font désormais subir de plus en plus de maux. Ce que nous avons fabriqué se retourne peu à peu contre nous : le constat est extrêmement perturbant.

Aux temps des premiers critiques de la technique, une telle idée était largement prospective. C'est aujourd'hui un fait tangible, qui ne se mesure pas seulement à notre métabolisme abîmé. Le changement climatique par exemple, conséquence du système technique, commence à produire des effets de grande magnitude. Ces effets, que l'on envisage généralement pour le futur, s'ancrent peu à peu dans le présent. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la température moyenne de la basse atmosphère s'est élevée de 0,75 °C environ, l'essentiel de ce réchauffement étant advenu au cours de ses quarante dernières années.



Les océans ont monté jusqu'à présent – ce n'est qu'une moyenne mondiale – d'une vingtaine de centimètres, mais les projections indiquent qu'environ 1 mètre supplémentaire est à attendre d'ici la fin du siècle. Les températures les plus caniculaires, qui concernaient 1 % de la surface du globe entre 1951 et 1980, en touchaient 10 % au milieu des années 2000. Le dérèglement climatique fait plafonner certains rendements agricoles, multiplie les événements météorologiques extrêmes, bouleverse la répartition des stocks halieutiques, etc. Ces mêmes stocks qui sont déjà directement fragilisés par la technique : depuis 1996, les prises de pêche mondiales chutent inexorablement. Et ce alors que l'effort de pêche augmente sans discontinuer depuis les années 1980.

Certains désagréments, certains risques sont inhérents au système technique. Ils sont indissociables de ses bénéfices. Une abondante littérature a été produite sur le sujet, de Jacques Ellul à André Lebeau. Mais d'autres sont superflus. Ils ne sont pas issus de la technique elle-même mais d'un défaut de régulation de la technique. Il y a derrière ce fait une somme considérable de fautes et de trahisons : inadaptation des systèmes de gouvernance, corruption et dérive oligarchique, incurie des médias de masse, apathie des populations, faillite du système économique et financier. Tout cela a déjà fait l'objet d'un si grand nombre d'ouvrages qu'il n'est guère utile d'en rajouter. Tout ou presque a été écrit. Mais il y a aussi souvent, comme cause sous-jacente au défaut de régulation du système technique, le fait que les connaissances accumulées sont mises en doute, sont contestées par des simulacres de méthode scientifique ou manipulées par les industries qu'elles indisposent. Instrumentaliser la science, la retourner contre elle-même, en faire un outil de distraction, brouiller ou inverser sa perception par l'opinion et les responsables politiques ne sont pas des tâches simples. Elles demandent de l'ingéniosité, de l'argent, du temps. L'objet de ce livre est de décortiquer les moyens par lesquels ces tâches ont été – souvent avec talent et réussite – menées à bien.

Il faut d'abord rappeler une évidence. La science n'est pas la technique ; la technique n'est pas la science. Le projet scientifique est de comprendre le monde ; le projet technique est d'en tirer parti. Ces deux projets se nourrissent et s'alimentent mutuellement. La science permet l'élaboration de la technique, la technique offre de nouveaux outils à la science. Mais la science produit aussi des connaissances qui amènent – ou devraient amener – à réguler le système technique. À l'entraver pour le bien commun. À le raisonner. Cela peut sembler un truisme, mais s'il faut le préciser, c'est que la première manœuvre du monde industriel consiste à manipuler les mots et leur sens. Pour expliquer sa défense systématique de l'industrie phytosanitaire, un consultant secrètement payé par elle, et qui déverse sur Internet nombre d'informations trompeuses et tronquées, me répète, quatre fois au cours d'une conversation de vingt minutes : « J'aime la science, je crois en la science. » Cette confusion est organisée à dessein. La technique, me dit-il en substance, reprenant la *doxa* de ses maîtres, c'est la science. Et la science, c'est la technique. Le corollaire de cette tromperie étant que tout ce qui s'oppose à la technique ne relève pas de la science puisque celle-ci ne saurait s'opposer à elle-même.

Pour contrer les sciences qui pourraient entraver leur activité, les industriels ont aussi mis sur pied toutes sortes de tactiques et de stratégies. De la nocivité du tabac au changement climatique en passant par les dégâts de l'amiante ou de certaines pollutions chimiques et les ravages environnementaux de certains pesticides, l'objectif est, presque toujours, d'aboutir à ces conclusions : « Il y a beaucoup d'incertitudes », « Tous les spécialistes ne sont pas d'accord », « On a cru la même chose il y a longtemps et cela s'est révélé faux », « Une énigme », etc. Cela n'a l'air de rien. Mais dans un monde où la valeur première est la création de richesse économique immédiatement disponible, il faut un diagnostic scientifique inébranlable pour prendre des décisions

contraignantes vis-à-vis d'une activité industrielle. Il ne faut pas la moindre brèche, le moindre doute. Pour les industriels «attaqués» par la science, il faut créer de l'incertitude, donc de l'ignorance. Il faut *détruire* du savoir.

En 1992, l'historien des sciences Robert Proctor, de l'université Stanford, imaginait une discipline et un mot nouveaux, dont les sciences humaines découvrent peu à peu la portée et l'importance : l'agnotologie, du grec *agnoei*. Il s'agit de la science qui s'intéresse à l'ignorance. Elle en cherche les contours, la géographie, les raisons. Et bien souvent, nous dit Robert Proctor, ce sont des entreprises qui, en fonction de leurs intérêts, définissent les contours de ce que l'on sait et de ce que l'on ignore, qui dessinent la géographie de l'ignorance. Cela se fait aux dépens de la science, grâce à de nombreuses armes.

Ceux qui les ont fourbies sont les cigarettiers américains, dès le milieu des années 1950. La première de ces armes n'a pas été de lutter contre la science *stricto sensu*, mais de l'utiliser à son avantage. Pendant près de quatre décennies, ceux que l'on surnomme *Big Tobacco* ont financé des milliers de projets de recherche en fonction de leur intérêt stratégique. L'énormité des sommes injectées par le tabac dans la recherche biomédicale et les sciences de la vie a produit, raconte Robert Proctor, des macro-biais dans la marche de la science elle-même. Des écoles scientifiques ont émergé, d'autres non. La génétique fonctionnelle, par exemple : pour les cigarettiers il a toujours été crucial de favoriser la science qui permettait d'avancer l'idée que les maladies – le cancer du poumon entre autres exemples – reposent dans nos gènes plutôt que dans notre environnement. De tout cela, il reste quelque chose. Combien de fois a-t-on entendu parler du «gène de l'obésité», du «gène du cancer du sein», du «gène de l'autisme»? Bien sûr, des susceptibilités individuelles existent, mais la génétique n'explique pas l'explosion récente de certaines maladies métaboliques pour la raison évidente que le *pool* génétique de la population n'a pas changé en

l'espace de deux ou trois générations. À l'inverse, a-t-on souvent entendu parler de l'action « obésogène » de certaines substances chimiques de synthèse ?

En jouant habilement de certaines disciplines scientifiques, en capitalisant sur leurs tropismes et la manière dont elles nous font voir le monde, l'industrie du tabac a permis à certains domaines de prospérer en leur offrant de généreux subsides. Ces techniques de récupération et d'instrumentalisation de la science sont aujourd'hui encore mises à profit par d'autres secteurs que le tabac. Parfois les mêmes scientifiques sont mis à contribution. L'industrie du tabac n'a donc pas seulement imaginé les techniques, elle a aussi sélectionné dans la communauté scientifique les individualités qui, sans nécessairement être corrompues, prêtent une plus haute attention aux intérêts industriels qu'à l'intérêt général. La chimie et l'agrochimie, les extracteurs de ressources fossiles bataillant contre les sciences climatiques n'ont eu qu'à puiser dans ce vivier constitué par *Big Tobacco*. Les cadres de Philip Morris, dans leur correspondance interne, nommaient cela se constituer « une écurie d'experts ».

La science est fragile. Elle est un processus collectif qui repose sur la prudence, le doute, la confrontation des interprétations, la recherche d'exactitude. L'industrie capitalise sur ces caractéristiques de la science : le doute peut être maintenu *ad aeternam*, la recherche d'exactitude poussée jusqu'à la recherche de preuves définitives qui sont inatteignables. Et ceux qui, à un moment donné, ont le malheur de dire que la science en sait suffisamment pour prendre telle ou telle mesure sont immédiatement pointés du doigt comme les tenants dogmatiques de l'antiscience et de l'irrationalisme. En s'enfermant dans de faux débats scientifiques interminables, il devient facile de ne jamais prendre, ou alors avec retard, la moindre décision.

Pour instrumentaliser la science, il y a d'autres techniques, d'autres artifices. Surtout, et c'est la principale découverte de ce livre, ils se sont institutionnalisés. *Big Tobacco* avait

## Table

<i>Introduction</i> : Science, ignorance et mésusage du monde	11
1. L'esclavage, c'est la liberté, les fabricants de cigarettes et la science	23
2. Opération Heidelberg, l'amiante et ses thuriféraires malgré eux	82
3. Cherchez l'argent, les <i>think tanks</i> et le dérèglement climatique	137
4. Le mystère de la ruche vide, les abeilles et les insecticides	160
5. Une bombe à retardement, les perturbateurs endocriniens et nous	217
6. Tous les moyens sont bons, la recherche sur les OGM et ses dangers	259
Demain	283
Remerciements	287
Bibliographie	289
Notes	297



# La Fabrique du mensonge. Comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger Stéphane Foucart

Cette édition électronique du livre  
*La Fabrique du mensonge. Comment les industriels manipulent la science  
et nous mettent en danger* de Stéphane Foucart  
a été réalisée le 03 juin 2013  
par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782207115145 - Numéro d'édition : 248069).

Code Sodis : N54178 - ISBN : 9782207115169

Numéro d'édition : 248071.